

Sondages a consacré une précédente livraison, 1965, n° 1, aux résultats d'une enquête auprès du public sur l'aménagement du territoire et l'action régionale.

*Cette enquête avait été réalisée en 1963 par l'Institut français d'opinion publique, à la demande de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. Deux ans plus tard, quelques questions ont été posées au public dans les mêmes conditions, lors d'une enquête nationale portant sur un échantillon représentatif de la population adulte âgée de plus de vingt ans. Les interviews eurent lieu entre le 22 octobre et le 5 novembre 1965 (2.000 interviews).*

*Il a paru intéressant de présenter aux lecteurs les résultats de cette nouvelle investigation, qui permet de saisir les progrès réalisés depuis deux ans dans l'information du public, ainsi que l'évolution des attitudes à l'égard des problèmes en cause.*

Résultats présentés par S. ANTOINE.

## LES STRUCTURES DE L'AMENAGEMENT

### LES REGIONS.

Les Français témoignent d'une information inégale, mais non négligeable, sur les régions et l'aménagement du territoire.

S'ils connaissent encore mal l'existence et le nom des 21 régions auxquelles ils appartiennent, ils se font une idée sinon juste, du moins très précise, du poids respectif des différentes personnalités ou organisations concernées par le développement régional.

Quarante-deux pour cent de la population déclarent avoir entendu parler du regroupement des départements en régions, mais un tiers à peine connaissent exactement le nom de leur région (28 %) ou de sa capitale (32 %).

Toutefois, ces chiffres marquent un progrès certain de l'information au cours des dernières années. En effet, d'après l'étude de 1963, 13 % seulement de la population masculine savaient alors qu'ils appartenaient à une région « de programme », alors que 35 % des hommes interrogés dans la présente étude peuvent citer le nom de la région dont ils font partie (1).

### LES AUTORITES REGIONALES.

D'autre part, plus de la moitié de la population (54 %) donne une définition correcte (préfet, super-préfet ou igame) de l'autorité régionale, et plus de 90 % des personnes interrogées répondent quand on leur demande de citer, à partir d'une liste de dix personnalités ou organismes, les trois plus importants pour le développement régional.

---

(1) Les réponses correctes varient selon les régions, leur homogénéité, leurs traditions, leur rayonnement et... leur dénomination : dans l'ordre Champagne, Ardennes, Bourgogne, Bretagne, Picardie, Languedoc, Rhône-Alpes, Poitou-Charentes, Aquitaine, Nord, Midi-Pyrénées, Franche-Comté, Lorraine, Haute-Normandie, Limousin, Provence-Côte-d'Azur-Corse, Pays de Loire, Centre, Alsace.

L'image de l'importance respective des différentes instances régionales est caractérisée par deux traits principaux :

1) Prépondérance des personnalités directement responsables (telles que maires, députés et sénateurs, préfets et sous-préfets) sur les organismes collectifs (tels que chambres économiques, syndicats professionnels, services administratifs, commissions de développement) ;

2) Prépondérance des corps élus (maires, députés et sénateurs, conseils généraux) sur les représentants du gouvernement ou de l'Etat (préfets, services administratifs).

Finalement, aux yeux du public, les trois instances les plus importantes pour le développement régional sont : (1)

Les maires et conseils municipaux cités au total par 48 % des Français ;

Les préfets et sous-préfets, cités par 44 % ;

Les sénateurs et députés, cités par 41 %. Leur rôle est en outre considéré comme de premier plan par près d'un Français sur quatre (23 %).

Les deux autres organismes qui comptent aux yeux du public sont : les chambres économiques, citées en tout par un tiers des personnes interrogées, 13 % leur accordant le premier rôle, et les conseils généraux, cités aussi par un tiers, mais rarement en premier lieu.

## L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE.

Le public a une vision assez concrète des tâches de l'aménagement du territoire, tout en ignorant souvent la manière dont il est dirigé, et l'autorité gouvernementale dont il dépend.

Neuf Français sur dix ignorent ce qu'est une métropole d'équilibre, mais les deux tiers sont capables de définir correctement la notion de décentralisation industrielle.

Toutefois, ce n'est pas par la décentralisation qu'ils définissent le plus souvent l'aménagement du territoire. Si 50 % des personnes interrogées se sont risquées à dire en quoi, à leur avis, consiste l'aménagement du territoire, 12 % seulement parlent de décentralisation.

Les réponses les plus fréquentes sont données en termes d'équipement, le développement de l'équipement routier étant le plus souvent

(1) Ces données ne sont pas directement comparables avec celles recueillies dans l'enquête effectuée en 1963, dans la mesure où non seulement l'échantillon (population nationale masculine, âgée de 18 à 65 ans, à l'exclusion de la population de la région parisienne), mais également la présentation de la question et la définition des autorités retenues dans la liste diffèrent sensiblement par rapport à la présente étude. On remarquera notamment que les « préfets et sous-préfets », qui ont été définis en clair dans la question posée en 1965, ne figuraient dans celle posée en 1963 que sous l'expression plus générale « le gouvernement et ses représentants directs ».

citée (15 %), avant la construction de logements (8 %), d'écoles (4 %), d'hôpitaux (3 %) ou d'équipements sportifs (3 %).

En ce qui concerne la direction des opérations, près de la moitié (45 %) croient que l'aménagement du territoire dépend d'un ministre ; 15 % seulement savent qu'il relève directement du Premier ministre.

Le plus souvent, ils pensent que l'aménagement du territoire est dirigé à la fois à Paris et dans les régions (34 %) ; néanmoins plus d'un cinquième (22 %) considèrent que c'est Paris qui dirige.

## VARIATIONS DANS LES DIFFERENTS MILIEUX.

Qu'il s'agisse des régions ou de l'aménagement du territoire proprement dit, le niveau d'information sur ces problèmes dépend essentiellement du niveau d'instruction et de la position dans la vie économique du pays.

D'une manière générale ceux qui ont fait des études supérieures et ceux qui appartiennent à un foyer de cadre supérieur ou de membre des professions libérales sont nettement plus informés que les autres. Au contraire, c'est en milieu agricole et ouvrier que le niveau d'information apparaît le plus bas.

Mais, si les cadres supérieurs et membres des professions libérales accordent un peu plus d'importance que les personnes moins informées aux chambres économiques et aux commissions de développement économique et régional, et s'ils associent plus souvent aménagement du territoire et décentralisation, leur manière de voir sur ces points ne diffère pas profondément de celle des autres milieux.

D'autre part, même dans ces milieux informés, on ignore le plus souvent que c'est du Premier ministre que dépend l'aménagement du territoire.

Le niveau d'information dans ce domaine n'apparaît que peu lié au type de résidence ou à la région. Toutefois, les urbains sont, généralement, plutôt mieux informés que les ruraux.

Les habitants de la région parisienne se distinguent des autres par une plus grande perplexité sur la définition de leur autorité régionale, et par l'importance particulière qu'ils accordent au développement routier dans la définition de l'aménagement du territoire.

## LES PRIORITES DE L'AMENAGEMENT

Tout en se montrant inégalement informé de la manière dont s'effectue l'aménagement du territoire, et tout en comptant avant tout sur l'action de ses représentants directs (députés, sénateurs, maires et conseils généraux) pour le développement régional, le public apporte son soutien à l'une des orientations fondamentales de l'aménagement du territoire : la décentralisation industrielle.

Il témoigne surtout d'un intérêt certain pour les problèmes de priorité qu'elle pose, ainsi qu'en témoigne la proportion très élevée des personnes qui donnent leur avis sur ces questions.

Plus de la moitié des Français ont l'impression que leur niveau de vie est surtout lié à leur profession, mais ceux qui le considèrent étroitement lié à la vie économique locale ne sont pas rares :

26 % estiment que leur niveau de vie dépend surtout de la localité qu'ils habitent ;

8 % pensent qu'il dépend surtout du département ;

16 % considèrent que c'est la situation économique de la région qui le détermine.

### LA DECENTRALISATION INDUSTRIELLE.

De toute manière, convaincus ou non de l'incidence de la vie régionale sur leur niveau de vie, près des trois quarts (71 %) sont favorables au principe de la décentralisation industrielle et 4 % seulement s'y déclarent opposés.

L'adhésion du public au principe d'une meilleure répartition de l'activité économique entre Paris et la province est confirmée par le fait

que les rares personnes qui se prononcent sur l'intérêt d'un développement des métropoles d'équilibre, notion encore mal connue, lui sont toutes favorables.

### LES PRIORITES REGIONALES.

La carte des priorités régionales, telle que l'établit l'opinion nationale en 1965, apparaît très proche de celle que traçaient, d'après l'étude effectuée en 1963, les habitants de la province. Invités à citer à partir d'une liste de huit régions les trois qui leur paraissent les plus en retard sur le plan économique et qui, de ce fait, devraient bénéficier des plus grands efforts de développement, les Français accordent une nette priorité à tout l'Ouest et au Centre du pays ;

Les trois régions les plus fréquemment citées sont :

Le Massif central (71 %),

et, à peine moins souvent, l'Ouest avec la Bretagne (67 %),

puis, le Sud-Ouest (40 %).

Chacune des autres régions de la liste est retenue par un maximum de 25 % de la population (pour la région des Alpes et de la Vallée du Rhône).

En accordant ainsi la priorité à la moitié la moins industrialisée de la France, le public apparaît largement conscient du lien étroit qui existe entre industrialisation et développement économique. L'expérience du développement de la population urbaine et de l'exode rural au cours des dernières décennies a, sans doute, contribué à rendre le public conscient de ce lien.

### LES LIGNES DE FORCE DE L'AMENAGEMENT.

A la question « d'après vous en quoi consiste l'aménagement du territoire » ? Les réponses ont été de deux ordres (50 % de non réponse).

65 % des réponses utiles ont porté sur le développement d'un secteur particulier : dans l'ordre, les transports (105 réponses), l'habitat (80), l'industrialisation (83), puis la santé (44), les écoles (44). Plus loin derrière les sports, loisirs et tourisme (19), les travaux ruraux (16), le développement urbain et l'urbanisme (15)...

35 % des réponses dessinent l'aménagement en termes d'options globales : 83 réponses s'intéressent en termes parfois peu précis à la répartition territoriale (lutte contre Paris, décentralisation, etc.), 57 rendent l'aménagement synonyme de progrès, de modernisation, de mise en valeur, 29 réponses abordent l'aménagement par les aspects institutionnels (les regroupements de départements, les régions, l'organisation de la planification), 12 réponses s'attachent à l'aspect ordre public, sécurité nationale,

etc., 6 réponses considèrent l'aménagement sous un aspect défavorable. Le problème de l'ouverture des frontières au Marché commun n'est cité que deux fois.

### LES PRIORITES D'EQUIPEMENT.

Invités à citer à partir d'une liste de dix types d'équipements ceux qui leur paraissent les plus urgents à développer dans leur région, les Français retiennent en priorité les trois suivants :

Les moyens d'enseignement scolaire et universitaire : cités au total par 42 % des personnes interrogées, près d'un quart (23 %) leur accordant la première priorité ;

Les équipements de santé : tels que hôpitaux et dispensaires, cités à peine moins souvent (41 %) ;

Les moyens de formation professionnelle, cités par 41 %.

Par rapport aux priorités indiquées en 1963 par la population de la province, ces données diffèrent sensiblement.

Dans son ensemble, l'opinion apparaît plus largement convaincue de l'urgence prioritaire du développement des moyens d'enseignement (cités au total par 32 % des personnes interrogées en 1963 et 42 % de celles interrogées en 1965), et de formation professionnelle.

Elle accorde aussi beaucoup plus d'importance à l'accroissement des équipements de santé, qui n'avaient été cités que par à peine plus d'un quart (26 %) des provinciaux interrogés en 1963.

En revanche, elle est moins préoccupée par les problèmes d'alimentation en eau et d'assainissement qui figuraient parmi les trois premières priorités dans l'étude de 1963.

Enfin, cette question a recueilli plus de 90 % de réponses, signe de la sensibilité exceptionnelle de l'opinion publique à ces problèmes d'équipement.

### VARIATIONS DANS LES DIFFERENTS MILIEUX.

L'opinion à l'égard de ces problèmes apparaît homogène dans les différents milieux. Si les groupes les plus informés et les plus impliqués dans la vie économique du pays, cadres, industriels et commerçants, employés, sont plus nombreux à s'exprimer que les autres, les avis de tous convergent le plus souvent.

Quelques variations méritent cependant de retenir l'attention.

Les industriels et commerçants d'une part et les ouvriers d'autre part, semblent plus convaincus de l'incidence de la vie économique locale sur leur niveau de vie, bien que, dans l'ensemble, ce sentiment caractérise surtout les groupes dont les revenus sont les plus faibles.

D'autre part, en ce qui concerne les priorités d'équipement les avis diffèrent, très naturellement, selon les catégories socio-professionnelles, l'importance de la résidence et la région.

Ainsi, les ruraux en général, et les agriculteurs tout particulièrement, font passer l'alimentation en eau et l'assainissement au premier rang des urgences, avant les moyens d'enseignement. Les cadres supérieurs et professions libérales accordent à ce dernier secteur une priorité particulièrement nette. Les industriels et commerçants, et les Parisiens d'une façon générale, ont tendance à faire figurer la construction d'autoroutes parmi les trois premières urgences, avant les moyens de formation professionnelle. Les équipements de santé préoccupent surtout les habitants des villes, et tout particulièrement les Parisiens, dont près d'un quart (23 %) les citent au tout premier rang des urgences.

\*\*

Le lecteur trouvera dans les pages suivantes les résultats chiffrés sur lesquels s'appuient les réflexions précédentes, 1<sup>o</sup> réponses d'ensemble, 2<sup>o</sup> variations dans les différents milieux.

### RESULTATS D'ENSEMBLE

IL Y A CINQ ANS, 21 REGIONS ONT ETE CREEES EN FRANCE, REGROUPANT DES DEPARTEMENTS. AVEZ-VOUS ENTENDU PARLER DE CETTE REFORME ?

	%
Oui .....	42
Non .....	58
	100

(SI OUI) SAVEZ-VOUS QUEL EST LE NOM DE LA REGION A LAQUELLE VOUS APPARTENEZ ? ET LE NOM DE SA CAPITALE ?

	%	Sur 100 qui connaissent la réforme
Connaissent le nom de la région .....	28	67
Ne connaissent pas le nom de la région .....	14	33
Total .....	42	100
Connaissent le nom de la capitale .....	32	76
Ne connaissent pas le nom de la capitale .....	10	24
Total .....	42	100

SAVEZ-VOUS QUELLE EST L'AUTORITE QUI SE TROUVE A LA TETE DE VOTRE REGION ?

	%
Un préfet de la région, un igame, un superpréfet .....	54
Autre réponse .....	9
Ne répondent pas .....	37
	100

UN CERTAIN NOMBRE DE PERSONNES OU D'ORGANISMES ONT UN ROLE IMPORTANT A JOUER DANS LES REGIONS ET LEUR DEVELOPPEMENT. QUELS SONT, SELON VOUS, DANS L'ORDRE, LES TROIS PLUS IMPORTANTS ?

	Premier rang	Deuxième rang	Troisième rang	Total
	%	%	%	
Les députés et sénateurs .....	23	9	9	41
Les préfets et sous-préfets .....	16	15	13	44
Les maires et leurs conseils municipaux .....	15	16	17	48
Les Chambres de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture .....	13	9	10	32
Les Commissions de développement économique régional .....	8	9	7	24
Les syndicats professionnels .....	6	8	7	21
Les Conseils généraux .....	6	14	11	31
Les Comités d'expansion .....	2	4	5	11
Les services de l'Administration .....	2	5	9	16
Les sociétés d'économie mixte .....	1	2	2	5
Ne se prononcent pas .....	8	9	10	
	100	100	100	

D'APRES VOUS, EN QUOI CONSISTE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ?

	%
Construction de routes .....	15
Construction de logements .....	8
Construction d'écoles .....	4
Construction d'hôpitaux .....	3
Construction d'équipements sportifs ou de loisirs .....	3
Décentralisation .....	12
Amélioration du niveau de vie .....	5
Urbanisme .....	2
Modernisation de la France agricole .....	2
Divers .....	10
Ne se prononcent pas .....	50

(1)

(1) Total supérieur à 100, en raison des réponses multiples.

SAVEZ-VOUS EN QUOI CONSISTE LA DECENTRALISATION INDUSTRIELLE ? QU'EST-CE QUE C'EST ?

	%
Donnent une bonne réponse (sortir les industries hors de la région parisienne) .....	63
Donnent une mauvaise réponse .....	12
Ne répondent pas .....	25
	100

SELON VOUS, L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE EST-IL DIRIGE A PARIS, DANS LES REGIONS, LES DEUX A LA FOIS ?

	%
A Paris .....	22
Dans les régions .....	9
Les deux à la fois .....	34
Ne se prononcent pas .....	35
	100

A VOTRE AVIS, L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE DEPEND-IL DU PREMIER MINISTRE OU D'UN MINISTRE ?

	%
D'en ministère .....	45
Du Premier ministre .....	15
Ne se prononcent pas .....	40
	100

AVEZ-VOUS ENTENDU PARLER DES METROPOLES D'EQUILIBRE ? (SI OUI) QU'EST-CE QUE C'EST ?

	%
C'est l'expansion des villes de province .....	7
Ce sont des capitales régionales .....	2 (*)
Réponses fausses .....	2
Ne répondent pas .....	89
	100

(\*) Ont été considérés comme bonnes réponses : capitales régionales, capitales des régions économiques, villes-clefs en province, villes-pilote en province.

EST-CE QUE LA DECENTRALISATION INDUSTRIELLE EST UNE BONNE OU UNE MAUVAISE CHOSE POUR LA FRANCE ?

	%
Une bonne chose .....	71
Une mauvaise chose .....	4
Ne se prononcent pas .....	25
	100

A VOTRE AVIS, LE DEVELOPPEMENT DES METROPOLES D'EQUILIBRE EST-IL UNE BONNE OU UNE MAUVAISE CHOSE ? UNE TRES BONNE CHOSE, PLUTOT UNE BONNE CHOSE, PLUTOT UNE MAUVAISE CHOSE, UNE TRES MAUVAISE CHOSE ?

	%
Une très bonne chose .....	6
Plutôt une bonne chose .....	8
Plutôt une mauvaise chose .....	1
Une très mauvaise chose .....	0
Ne se prononcent pas .....	85
	100

AVEZ-VOUS L'IMPRESSION QUE VOTRE NIVEAU DE VIE A VOUS PERSONNELLEMENT EST SURTOUT LIE :

	%
A votre profession .....	57
A la localité que vous habitez .....	26
A votre région .....	16
A votre département .....	8
Ne se prononcent pas .....	15
	(1)

(1) Total supérieur à 100, en raison des réponses multiples.

SELON VOUS, QUELLES SONT LES TROIS REGIONS PARMIS LES SUIVANTES QUI VOUS PARAISSENT ETRE LES PLUS EN RETARD SUR LE PLAN DE L'ECONOMIE ET DE LA RICHESSE ET OU IL FAUT FAIRE LES PLUS GRANDS EFFORTS DE DEVELOPPEMENT ?

	%
Le Massif central .....	71
L'Ouest avec la Bretagne .....	67
Le Sud-Ouest .....	40
Les Alpes et la vallée du Rhône .....	25
Le Nord .....	12
La côte méditerranéenne .....	12
L'Est .....	11
Le Bassin parisien .....	3
Ne se prononcent pas .....	14

(1)

(1) Total inférieur à 300, certaines personnes n'ayant pas donné trois réponses.

A VOTRE AVIS, LA COMMUNE DANS LAQUELLE VOUS VIVEZ A-T-ELLE, DEPUIS VINGT ANS :

	%
Double sa population .....	15
Plus que doublé sa population .....	11
Moins que doublé, mais en forte augmentation .....	32
Peu augmenté .....	12
Restée stationnaire .....	10
Diminué .....	13
Ne se prononcent pas .....	7

100

QUELS SONT, DANS L'ORDRE D'IMPORTANCE, PARMIS CEUX-CI, LES TROIS TYPES D'EQUIPEMENTS QUI MANQUENT LE PLUS SELON VOUS DANS VOTRE REGION ?

	Premier rang	Deuxième rang	Troisième rang	Total
	%	%	%	%
Des moyens d'enseignement scolaire et universitaire .....	23	10	9	42
Des moyens de formation professionnelle ..	14	13	11	38
Des équipements de santé (hôpitaux, dispensaires) .....	14	16	11	41
Des routes, des autoroutes, des aérodromes ..	12	14	10	36
L'alimentation en eau et l'assainissement (tout à l'égout, etc.) .....	11	10	7	28
L'équipement industriel .....	6	5	9	20
Des transports en commun et des parkings ..	5	9	10	24
Des moyens de loisirs, de distractions, de culture .....	4	6	14	24
L'équipement sportif .....	3	6	6	15
L'équipement agricole .....	3	5	6	14
Ne se prononcent pas .....	5	6	7	
	100	100	100	

L'INFORMATION DANS LES DIFFERENTS GROUPES SOCIOLOGIQUES

	Ont entendu parler de la réforme		Connaissent le nom de		L'aménagement du territoire consiste en :		L'aménagement du territoire dépend :					
	%	%	la capitale	Préfet, Préfet à la tête de la région	construction de routes	décentralisation	construction d'usines	construction de logements	Savent ce qu'est une métropole d'équilibre	du Premier ministre	d'un ministre	
<b>ENSEMBLE</b> .....	42	28	35	63	18	15	12	8	13	5	18	50
<b>SEXE :</b>												
Hommes .....	50	22	39	47	12	8	7	7	5	12	18	40
Femmes .....	34	32	24	54	15	12	9	9	9	15	45	
<b>PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE :</b>												
Agriculteurs .....	34	20	24	48	10	9	5	5	5	12	33	
Industriels et commerçants .....	49	34	38	64	16	16	14	6	11	15	54	
Cadres supérieurs et professions libérales ..	69	46	53	68	16	26	8	8	34	24	57	
Employés et cadres moyens .....	50	37	41	60	18	15	9	11	11	16	52	
Ouvriers .....	31	20	22	48	16	17	11	8	5	14	44	
Inactifs .....	43	30	32	55	16	11	8	7	7	16	40	
<b>NIVEAU D'ETUDES :</b>												
Primaire .....	32	21	23	46	13	7	8	7	4	12	38	
Primaire supérieur .....	54	38	41	63	17	19	13	7	14	21	50	
Technique et commercial .....	55	39	44	59	20	15	11	13	12	16	59	
Secondaire .....	56	38	43	73	18	19	11	6	12	20	56	
Supérieur .....	72	50	58	77	19	28	10	4	37	26	57	
<b>RESIDENCE :</b>												
Communes rurales .....	37	23	27	51	11	10	7	5	6	13	37	
Villes et agglomérations de :												
moins de 20.000 habitants .....	35	24	23	54	11	13	14	5	10	13	37	
20.000 à 100.000 habitants .....	46	33	38	64	15	12	14	6	11	19	49	
plus de 100.000 habitants .....	45	30	35	63	15	14	10	8	10	14	52	
Complexe agglomération de Paris .....	47	34	36	45	26	11	6	15	11	20	53	
<b>REGION :</b>												
Région parisienne .....	48	35	38	46	24	10	6	13	5	9	18	50
Nord-Ouest .....	40	25	28	58	13	12	12	5	9	14	43	
Nord-Est .....	31	19	22	57	10	9	10	9	6	15	46	
Sud-Ouest .....	47	33	36	54	10	12	9	5	12	20	35	
Sud-Est .....	45	31	34	58	14	15	10	4	11	12	45	

**LES OPINIONS DANS LES DIFFERENTS MILIEUX**  
Décentralisation et niveau de vie

	La décentralisation est une bonne chose	Le niveau de vie est lié à :			
		La profession	La localité habitée	La région	Au département
	%	%	%	%	
<b>ENSEMBLE</b> .....	71	57	26	16	8
<b>SEXE :</b>					
Hommes .....	78	59	25	16	9
Femmes .....	64	55	26	15	7
<b>AGE :</b>					
20 à 34 ans .....	71	67	21	18	9
35 à 49 ans .....	75	64	27	15	8
50 à 64 ans .....	70	54	27	18	7
65 ans et plus .....	66	32	28	10	8
<b>PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE :</b>					
Agriculteurs .....	62	71	18	15	8
Industriels et commerçants	83	61	33	19	6
Cadres sup. et prof. lib. ..	91	79	16	15	7
Employés et cadres moyens	80	64	22	15	9
Ouvriers .....	66	57	29	19	9
Inactifs .....	67	32	28	11	7
<b>NIVEAU D'ETUDES :</b>					
Primaire .....	61	52	26	16	8
Primaire supérieur .....	84	60	27	15	8
Technique et commercial ..	85	65	26	17	10
Secondaire .....	88	62	23	14	7
Supérieur .....	95	74	18	12	4
<b>RESIDENCE :</b>					
Communes rurales .....	67	58	24	13	7
Villes et agglomérations de :					
Moins de 20.000 habitants	62	52	32	18	9
20.000 à 100.000 habitants	75	52	26	17	11
Plus de 100.000 habitants	74	56	29	17	9
Agglomération de Paris ..	79	63	22	17	6
<b>REGION :</b>					
Région parisienne .....	77	64	22	16	6
Nord-Ouest .....	72	55	26	20	6
Nord-Est .....	63	55	26	14	10
Sud-Ouest .....	75	62	26	13	8
Sud-Est .....	70	49	28	15	9

**LES PRIORITES REGIONALES DANS LES DIFFERENTS MILIEUX**

	Efforts prioritaires dans les régions :							
	Massif central	Ouest avec Bretagne	la Sud-Ouest	Alpes et vallée du Rhône	Nord	Côte Méditerranéenne	Est	Bassin parisien
	%	%	%	%	%	%	%	%
<b>ENSEMBLE</b> .....	71	67	40	25	12	12	11	3
<b>SEXE :</b>								
Hommes .....	75	71	43	27	11	13	11	3
Femmes .....	67	63	37	24	13	11	11	3
<b>AGE :</b>								
20 à 34 ans .....	71	68	40	24	16	12	13	2
35 à 49 ans .....	74	68	41	27	13	12	11	3
50 à 64 ans .....	69	64	40	24	9	11	9	2
65 ans et plus .....	66	68	36	26	10	11	12	3
<b>PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE :</b>								
Agriculteurs .....	68	63	40	26	7	6	5	1
Indust. et commerçants .....	75	69	46	25	10	16	10	2
Cadres sup. et prof. lib. ....	92	88	56	19	9	13	9	1
Employés et cadres moyens ..	75	70	42	25	13	12	15	3
Ouvriers .....	64	63	37	25	17	11	12	4
Inactifs .....	69	66	35	27	10	15	11	3
<b>NIVEAU D'ETUDES :</b>								
Primaire .....	64	60	36	25	14	10	10	3
Primaire supérieur .....	79	79	43	29	10	14	9	2
Technique et commercial ....	84	70	43	28	14	14	18	4
Secondaire .....	77	79	47	23	10	14	12	1
Supérieur .....	95	93	57	17	6	14	8	—
<b>RESIDENCE :</b>								
Communes rurales .....	67	61	40	24	7	8	10	2
Villes et agglomérations de :								
Moins de 20.000 habitants	71	66	45	25	11	11	10	1
20.000 à 100.000 hab.	74	72	43	30	17	15	11	1
Plus de 100.000 habitants	73	67	38	26	11	21	13	2
Agglomération de Paris .....	71	65	35	22	20	7	13	8
<b>REGION :</b>								
Région parisienne .....	70	73	34	23	18	8	13	7
Nord-Ouest .....	69	79	36	25	8	8	9	1
Nord-Est .....	69	61	39	27	18	11	18	2
Sud-Ouest .....	77	66	64	24	8	10	5	1
Sud-Est .....	70	58	35	26	7	20	8	—

LES PRIORITES D'EQUIPEMENT DANS LES DIFFERENTS MILIEUX

- A) Des moyens d'enseignement scolaire et universitaire.  
 B) Des moyens de formation professionnelle.  
 C) Des équipements de santé (hôpitaux, dispensaires).  
 D) Des routes, des autoroutes, des aérodromes.  
 E) L'alimentation en eau et l'assainissement (tout à l'égout).  
 F) L'équipement industriel.  
 G) Des transports en commun et des parkings.  
 H) L'équipement agricole.  
 I) **Autres** : des moyens de loisirs, l'équipement sportif.

Ont cité en premier :	A	B	C	D	E	F	G	H	I
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
<b>ENSEMBLE</b> .....	23	14	14	12	11	6	5	3	7
<b>SEXE :</b>									
Hommes .....	22	13	13	14	10	7	5	4	8
Femmes .....	24	14	15	10	11	5	5	3	7
<b>AGE :</b>									
20 à 34 ans .....	27	13	10	12	10	6	7	2	9
35 à 49 ans .....	25	15	13	12	10	6	4	3	7
50 à 64 ans .....	21	12	15	12	12	7	5	4	7
65 ans et plus .....	16	13	22	11	13	2	6	6	3
<b>PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE :</b>									
Agriculteurs .....	18	13	6	14	23	5	1	15	5
Industriels et commerçants .....	24	12	13	17	9	8	6	1	6
Cadres supérieurs et professions libérales ..	38	5	12	12	10	3	7	1	8
Employés et cadres moyens .....	23	13	12	14	5	8	7	1	11
Ouvriers .....	25	17	15	11	6	7	5	1	7
Inactifs .....	18	11	22	10	14	4	6	3	6
<b>NIVEAU D'ETUDES :</b>									
Primaire .....	22	15	15	11	12	5	4	4	6
Primaire supérieur .....	26	12	14	11	11	4	9	3	7
Technique et commercial .....	24	12	11	19	7	7	5	2	11
Secondaire .....	20	12	15	13	8	8	7	3	10
Supérieur .....	36	7	11	13	12	4	8	1	7
<b>RESIDENCE :</b>									
Communes rurales .....	20	15	9	13	20	5	2	8	5
Villes et agglomérations de :									
Moins de 20.000 habitants .....	17	26	15	12	7	10	2	—	6
20.000 à 100.000 habitants .....	25	14	16	13	8	7	5	1	8
Plus de 100.000 habitants .....	29	10	13	13	6	8	5	1	9
Agglomération de Paris .....	25	7	23	8	4	—	15	—	8
<b>REGION :</b>									
Région parisienne .....	26	7	22	9	4	—	14	—	9
Nord-Ouest .....	20	18	9	9	19	9	2	5	7
Nord-Est .....	21	15	13	13	10	7	3	2	8
Sud-Ouest .....	20	13	16	16	10	6	3	9	5
Sud-Est .....	25	16	11	15	12	7	3	3	6

EVOLUTION DE LA POPULATION DES COMMUNES D'APRES LES DIFFERENTS MILIEUX

Depuis 20 ans, la population de la commune habitée a :

	Plus que doublé	Doublé	Moins que doublé mais forte augmentation	Ensemble	Peu augmenté	Resté stationnaire	Diminué
	%	%	%	%	%	%	%
<b>ENSEMBLE</b> .....	11	15	32	58	12	10	13
<b>PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE :</b>							
Agriculteurs .....	1	—	8	9	20	23	41
Industriels et commerçants .....	9	14	36	59	10	11	14
Cadres sup. et prof. lib. ....	15	27	39	81	6	4	3
Employés et cadres moyens .....	13	22	42	77	6	4	5
Ouvriers .....	14	18	32	64	14	6	7
Inactifs .....	11	15	35	61	12	11	12
<b>RESIDENCE :</b>							
Communes rurales .....	3	3	10	16	19	22	35
Villes et agglomérations de :							
Moins de 20.000 habitants .....	9	17	32	58	19	7	7
20.000 à 100.000 habitants .....	16	24	50	90	3	1	1
Plus de 100.000 habitants .....	13	25	48	86	6	2	—
Complexe agglomération de Paris ...	20	22	38	80	8	3	1
<b>REGION :</b>							
Région parisienne .....	18	23	37	78	9	3	1
Nord-Ouest .....	8	5	23	36	12	16	29
Nord-Est .....	6	12	33	51	23	12	8
Sud-Ouest .....	4	15	28	47	12	12	23
Sud-Est .....	14	20	34	68	5	7	13

# ANNEXE

---

## REPARTITION DE LA POPULATION ET DES PERSONNES INTERROGÉES

---

	Echantillon	Population
	%	%
<b>ENSEMBLE</b> .....	100	100
<b>SEXE :</b>		
Hommes .....	49	48
Femmes .....	51	52
<b>AGE :</b>		
20 à 34 ans .....	28	30
35 à 49 ans .....	30	26
50 à 64 ans .....	25	26
65 ans et plus .....	17	18
<b>PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE :</b>		
Agriculteurs .....	15	17
Industriels et commerçants .....	9	10
Cadres supérieurs et professions libérales .....	7	5
Employés et cadres moyens .....	18	15
Ouvriers .....	30	31
Inactifs .....	21	22
<b>RÉSIDENCE :</b>		
Communes rurales .....	35	37
Villes et agglomérations de :		
Moins de 20.000 habitants .....	12	13
20.000 à 100.000 habitants .....	16	13
Plus de 100.000 habitants .....	18	19
Agglomération de Paris .....	19	18
<b>REGION :</b>		
Région parisienne .....	23	19
Nord-Ouest .....	18	19
Nord-Est .....	23	25
Sud-Ouest .....	13	15
Sud-Est .....	23	22

---